

RÉCHAUFFER LA BANQUISE

Le bulletin pour tropicaliser la Gauche

• OCTOBRE 2004 • N U M E R O 28 •
• LES PUBLICATIONS DU CACTUS • WWW.CACTUS-REPUBLICAIN.ORG •

La Gauche !

dit Non à l'Europe-jungle

❖ EDITO

Par Jean-Luc Gonneau

Dans notre précédent numéro, **Pierre Henry** a ouvert les réflexions que nous inspirent le projet de traité constitutionnel sur lequel le peuple sera invité à se prononcer l'année prochaine. Nous continuons, dans **La Ligne**, ces réflexions, et serons heureux d'accueillir celles de nos lecteurs et amis dans les prochains numéros. Sans surprise, Pierre l'a dit, notre réponse sera non. Pas un non à l'Europe, qui serait absurde, mais un non à cette Europe là.

Il ne faudrait pas, cela dit, que le débat européen monopolise notre attention et celle de toutes les forces anti-libérales. Pendant ces travaux, en effet, les affaires continuent et **Chirac, Raffarin, Sarkozy & Associés (CRS & Associés, pour les amateurs de sigles)** poursuivent leur politique de détricotage économique et social. La pilule EDF est passée, on parle de refiler les monuments historiques « mineurs » (traduisez : ceux qui ne rapportent pas assez) aux collectivités locales, histoire de continuer à baisser les impôts nationaux (voir l'article de **Jean-Michel Hureau**), ce qui profite aux riches, et d'obliger les collectivités à augmenter les impôts locaux, ce qui touche tout le monde, le plan Douste sur la santé se met peu à peu en place, augmentant les inégalités face aux soins, et le plan Borloo, malgré quelques timides avancées, se distingue surtout par un manque de moyens, les milliards annoncés n'étant le plus souvent que des crédits déjà existants mais réaffectés sous de nouveaux intitulés.

Outre la réflexion sur l'Europe, vous trouverez dans ce numéro les traditionnels coups de gueule de l'ami **Jean-Michel Hureau** et les nouvelles de la gauche congelée, avec quelques commentaires sur **Fabius** et **Rocard** par **João Silveirinho**, qui nous donne aussi un aperçu de l'actualité de **La gauche !**. **Jacques-Robert Simon** est un scientifique rigoureux, mais aussi un amateur d'utopie politique et a bien raison (pas de politique sans utopie) : il s'attaque au Medef, et a, là aussi, bien raison. **Elie Arié** lève le voile sur ce que cachent les spams sur les médicaments en promotion qui inondent vos boîtes aux lettres électroniques. **Emmanuel Dupuy** nous incite à lire le bouquin de **Moncef Marzouki** sur « le mal arabe » et **Rémi Aufrère** celui du **général Paris**, « USA, échec et mat ? ». Et nous donnons la parole à deux lecteurs : **François Lucas** sur l'homéopathie, et **Guy Ratane-Dufour** sur la décentralisation.

Un dernier mot : notre site internet est toujours en travaux, mais l'ami Frachet ne se décourage pas.

❖ LA LIGNE : PEUT-ON ÊTRE DE GAUCHE ET... ?

REFLEXIONS SUR LE TRAITE CONSTITUTIONNEL

Par Jean-Luc Gonneau

Le projet de traité constitutionnel pour l'Union Européenne sera soumis, en France, à un référendum dans un peu moins, ou un peu plus, d'un an. Cela donne la possibilité d'un long débat public, avec le risque qu'il s'essouffle, certes, mais la complexité du sujet et la taille des enjeux dont il est l'une des clés méritent un tel délai.

Nous avons longuement analysé le texte du traité. Nous avons pris connaissance, le plus largement possible, des analyses des uns et des autres. Nous nous sommes forgés une opinion.

Ce sera non. Un non tout simple, pas un non sauf ni un non si. Un non de gauche. Car enfin : Peut-on se dire de gauche et accepter gentiment un texte qui, dès son article premier, définit l'Europe comme « un espace de liberté, de sécurité et de justice et (c'est nous qui soulignons) un marché unique où la concurrence est libre est non faussée » ? La belle liberté qu'on nous promet là : celle du renard libre dans le poulailler libre, comme disait grand-père Karl. La belle sécurité que permet la concurrence « libre et non faussée » : celle de licencié sans souci et de délocaliser à merci. La belle justice que celle qui voit inexorablement les inégalités se creuser. Mais c'est déjà comme ça, disent les défenseurs « de gauche » du traité, ça ne peut pas être pire. Notre souci n'est pas d'accepter les faits accomplis, mais d'en accomplir d'autres, de réorienter l'Europe autrement. Mais il est fait référence à l'« économie sociale de marché », dit la gauche autoproclamée raisonnable. Est-ce une référence au « modèle rhénan », seul exemple historique connu d'économie sociale de marché, qui est en train d'expirer sous nos yeux, remplacé par le libéralisme le plus classique de la « concurrence libre et non faussée » ? Agonie aidée, au passage, par le gouvernement Schroeder, ardent partisan du oui. Et est-il raisonnable de prétendre qu'on pourra amender ce traité alors que les conditions qu'il pose pour toute modification sont presque insurmontables ?

Peut-on se dire de gauche et avaliser benoîtement un texte où le principe de service

public est quasiment passé sous silence ? On parle de service d'intérêt général, protestent les eurocroyants, c'est pareil. Non, c'est pas pareil. Là aussi, notre mémoire doit être rafraîchie. Les « services universels » si chers à Bruxelles sont conçus comme une charité aux plus pauvres. Le service public, c'est pour tous. Mais la notion d'égalité est elle aussi quasi-absente du traité : on parle de non-discrimination. Là aussi, ce n'est pas pareil.

Peut-on se dire de gauche et approuver sans ciller un texte où ne figure aucune référence à la laïcité ? Mais toute l'Europe n'est pas laïque, disent les eurobradeurs, il faut savoir faire des concessions. Mais toute l'Europe ne se reconnaît pas dans l'inspiration des « héritages culturels, religieux, humanistes » qui figurent dans le préambule, répondons-nous. Humanistes, pourquoi pas, culturels certainement mais nous y reviendrons. Religieux, assurément pas.

Peut-on se dire de gauche et encaisser tranquillement l'« indépendance » réaffirmée de la Banque centrale européenne ? Mais il y aura une sorte de conseil économique, c'est un progrès, couinent les eurobéats. Sans autre magistère que moral, et encore. Aucune instance de ce genre n'est vraiment indépendante. Et depuis sa création, la banque centrale dépend de fait des lobbies financiers. Ce n'est pas d'un conseil théodule dont il faut se doter, c'est d'un contrôle politique d'une instance qui est politique.

Peut-on se dire de gauche et ratifier sans barguigner l'obligation de « compatibilité » entre la politique de défense éventuelle de l'Europe et celle de l'OTAN, c'est-à-dire celle des Etats-Unis ? Les eurofans qui nous resservent sans cesse l'Europe comme contrepoids à la puissance américaine ont bonne mine.

Peut-on se dire de gauche et avaler sans protester la quasi exclusivité (article 1.25) dont disposera la Commission, non élue, « indépendante », de proposer des textes législatifs ou réglementaires ? C'est déjà comme ça, répéteront en litanie les eurodévots. C'est effectivement déjà comme ça qu'ont déferlé des avalanches de directives apparemment farfelues, mais toujours au service des intérêts économiques des milieux d'affaires (rappelons-nous la directive « petits

déjeuners » pour faire plaisir aux multinationales de l'alimentaire et leur permettre de trafiquer leurs chocolats, réussissant ainsi l'exploit de mettre en péril à la fois les revenus des producteurs du sud et la santé des consommateurs du nord par explosion de l'excédent pondéral, ou celle, au nom de la non-discrimination tiens donc, interdisant d'interdire le travail de nuit des femmes).

Peut-on se dire de gauche et défenseur d'une « fédération d'états-nations » (par ailleurs un peu ovni politique, non ?) et s'incliner bien bas devant un texte qui vide de contenu des pans entiers des politiques nationales ? C'est déjà le cas, répéteront sans se lasser les eurolâtres. Dont beaucoup pourtant sont avides de fauteuils parlementaires nationaux pourtant de plus en plus sinécristés tant la loi leur échappe. Avides de vide, en quelque sorte. On exagère ? L'Europe est en charge de la politique monétaire, de la politique de la concurrence, du commerce international, des transports, de l'énergie, de l'agriculture et on en passe. Restent la fiscalité (pour faciliter les délocalisations) et le social (pour faciliter licenciements et bas salaires) où les états demeurent prépondérants. Précisément là où des harmonisations européennes seraient bienvenues.

Peut-on se dire de gauche et se satisfaire en toute quiétude de la garantie de la « diversité culturelle » ? Nous défendons, nous, l'exception culturelle. Vous chipotez, diront les europhages. Non, du tout. L'exception culturelle est seule garante de créations différentes, nécessaires aux échanges et préalable indispensable à une diversité qui, sans ces exceptions, sera celle des multinationales de l'audiovisuel, une diversité de supermarché, un choix entre des produits calibrés et interchangeables.

Peut-on se dire de gauche et prendre acte d'un texte qui rend les coopérations renforcées entre états membres quasi impossibles, alors même que ce sont ces coopérations qui, depuis le traité de Rome, ont produit les effets industriels les plus positifs ? Bah, le texte ne peut pas être parfait, concéderont peut-être les euro-supporters. C'est le moins qu'on puisse en dire. Peut-on enfin se dire de gauche et traiter d'anti-européens celles et ceux qui, pour les raisons qui précèdent entre autres, car la liste n'est pas exhaustive, refusent un tel traité ? Peut-on se

revendiquer sérieusement de la gauche et ne pas faire l'effort intellectuel pourtant mesuré, la preuve on y arrive, de penser d'autres bases pour l'Europe ? L'argumentaire des partisans du oui « de gauche » est bien pauvre : un, le texte est anodin (on vient de le voir !) et, de toutes façons, il n'y a pas le choix ; deux, le non de gauche, c'est le recul pour l'Europe. Allons donc, un, le projet de la gauche a toujours été d'ouvrir des choix, c'est ce qu'on appelle l'émancipation, deux, si le texte est si anodin, le refuser ne fera pas reculer grand-chose. Dire que le texte actuel est meilleur que le traité de Nice (pourtant co-négocié par un certain Lionel Jospin) est possible. De là à dire qu'il est bon, il y a plus qu'un pas, un abîme.

Le non de gauche est une chance. Une chance de rupture avec des décennies de libéralisme européen sans grand frein. Une chance de relancer un chantier européen où l'harmonisation sociale, les coopérations scientifiques et techniques, les échanges culturels, le développement de services publics traduisant l'intérêt général, les coopérations renforcées entre membres, le codéveloppement avec le sud deviendraient les objectifs majeurs de l'Union. A un tel projet, à un projet allant au moins dans ce sens, nous dirions oui. A celles et ceux qui s'effarouchent en craignant de voir la gauche française « isolée » en Europe si le non de gauche s'affirme, nous conseillerons de réviser leur histoire récente : n'était-elle pas « isolée », la gauche française qui a gagné en 1981 sur un programme de rupture ? Quand un mur se lézarde, certains mettent de la peinture pour masquer la fissure : c'est le oui « de gauche ». D'autres, avec raison, reconstruisent le mur. Le non de gauche est aujourd'hui l'attitude de l'audace face au conformisme du oui. Pour nous, comme on dit, y'a pas photo.

❖ BAISSÉ DES IMPOTS : LE TROMPE-COULLON

Par Jean-Michel Hureau

À force de se succéder les uns aux autres et parfois à eux-mêmes, ils en arriveraient presque à nous faire perdre le peu de latin qu'il nous reste. Le Gros et Sarko Le Spécialiste se sont quand même mis d'accord sur la réforme des successions, relayée à renfort de grands titres par notre Grand Quotidien d'Information Le

Monde : « Le gouvernement va fortement alléger les droits de succession ». Tu notes, c'est écrit « fortement ». Tu lis que les patrimoines inférieurs à 100 000 euros en seront exonérés. Pourquoi 100 000 euros ? Parce que, d'après le Ministère des Finances, cela correspond au patrimoine moyen des Français. Pour le conjoint, l'abattement passe de 76 000 à 126 000 euros et pour les enfants de 46 000 à 50 000 euros. Bon, alors tu te dis naïvement que c'est une mesure en faveur des classes dites moyennes.

Alors, bêtement, tu te poses des questions : Combien de Français n'en ont rien à faire de cette réforme puisque leur patrimoine est très largement inférieur ? La notion de patrimoine moyen des Français a-t-elle un sens eu égard aux disparités ? Combien cela coûte-t-il ? D'abord, pour le « fortement », tu admettras que c'est un peu excessif. En fait, ça coûtera 600 millions d'euros, d'après Pierre Méhaignerie, président de la commission des finances à l'Assemblée. Mais plutôt que de mettre en avant le patrimoine moyen, il conviendrait de prendre en compte le patrimoine médiant -celui qui passe juste au milieu- qui n'est que de 55 000 euros. C'est déjà plus pareil ! Mais l'arbre cache la forêt, puisque la baisse de l'impôt sur les sociétés, à lui-seul, devrait coûter au moins deux fois plus. Mais ce n'est pas tout ! Si tu as une aide à domicile, tu as droit à une augmentation de 50 % des dépenses ouvrant droit à réduction d'impôt. L'Impôt de Solidarité –tu notes : Solidarité- sur la Fortune n'est même pas indexé, comme celui sur le revenu, sur l'inflation. Je ne te parle pas encore du prêt à taux zéro car la notion de ménages modestes selon Le Gros demande à être éclairci. Je te fous mon billet qu'on n'aura pas la même conception ! Finalement, quand ton revenu n'excède pas 2 000 euros mensuel, et on pourrait sans doute aller au-delà, tu n'as pas de nounou, tu ne payes pas l'ISF, tu n'as pas de succession en vue, tu n'imagines pas accéder à la propriété, bref, tu t'en tapes car ce n'est pas à toi que ça sert. En somme, on est tous égaux, mais il y en a qui sont plus égaux que d'autres. Alors, tu l'as cru qu'il allait faire quelque chose pour toi, Le Gros ? Un vrai trompe-couillon, j'te dis !

❖ LES BEAUTES DU LIBERALISME

Par Elie Arié

Vous recevez sûrement dans votre boîte aux lettres, à côté des propositions pour enlarger your penis, de multiples spams pour acheter des médicaments on line, et pas seulement du Viagra. Ces publicités sont en réalité destinées aux Tazuniens. Pourquoi ? Parce que beaucoup d'entre eux doivent acheter de leur poche leurs médicaments. C'est notamment le cas des zâgés - les plus gros consommateurs de médicaments là-bas comme ailleurs - sans assurance privée, car le système public d'assurance maladie pour les zâgés et les zandicapés, Medicare, ne prend pas quant à lui jusqu'à présent en charge les médicaments en dehors de l'hôpital. Or, les médicaments aux Etats-Unis ont le prix public le plus élevé au monde, puisqu'il est librement fixé par les laboratoires.

Mais il est illégal d'acheter des médicaments à l'étranger. Même au Canada, pourtant respectable membre de l'ALENA (Accord de Libre-Echange Nord-Américain). Pourtant, au Canada, les médicaments coûtent deux à dix fois moins cher qu'aux USA, parce que le gouvernement intervient dans la fixation des prix (comme en France, enfin jusqu'à présent). Cependant, de nombreux patients font leurs courses au Canada, et les autorités fédérales comme la Food and Drug Administration ferment les yeux. Mais cela va plus loin : ça et là aux Tazunis, des municipalités ou des comtés mettent en place des programmes volontaires d'achats de médicaments au Canada pour leurs employés ou leurs retraités. Et même des Etats entrent en dissidence. Les Etats proches du Canada sont particulièrement sensibilisés à la question de l'importation des médicaments. C'est ainsi le cas pour le Minnesota, le Wisconsin, le New Hampshire, le Dakota du Nord, dont les gouverneurs ont mis officiellement en place ces mois dernier des sites web destinés à faciliter l'achat de médicaments au Canada par les citoyens, en opposition avec la FDA et avec la loi fédérale, dont ils revendiquent le changement (avec 84% des citoyens selon un récent sondage Harris).

Les compagnies pharmaceutiques, comme Pfizer, premier laboratoire des Tazunis et d'ailleurs du monde, font en retour pression par un chantage à l'approvisionnement sur les pharmacies canadiennes pour les dissuader de

fournir les Tazunis. Il faut souligner que 3 de ces 4 gouverneurs, qui réclament une baisse des prix des médicaments au nom du bien public, et qui incitent en attendant leurs citoyens à acheter dans un pays où l'Etat contrôle les prix, appartiennent au Parti Républicain, le parti du libéralisme. Mais attendez, le plus beau n'est pas encore là. Vous savez comment marchent les entreprises : elles roulent avec l'argent des actionnaires, qui en retour attendent des plus-values et des dividendes. Les actionnaires des grosses entreprises sont notamment des investisseurs institutionnels, les "zinzins". Et parmi les plus gros zinzins, il y a les "fonds de pension" tazuniens, c'est-à-dire les organismes gérant des fonds d'investissement sur lesquels les personnes actives versent de l'épargne en vue de constituer leur pension de retraite (système de capitalisation individuelle, opposé à notre système français de retraite par répartition). Et c'est là que nous retrouvons nos seniors tazuniens, dont on a vu plus haut qu'ils peinaient à se payer leurs médocs.

Le Minnesota State Board of Investment (SBI) est un fonds de pensions contribuant à la gestion des retraites des employés de l'Etat du Minnesota. Il détient près d'un demi-milliard de dollars de titres chez Pfizer. Eh bien à l'initiative du gouverneur de l'Etat, le Minnesota SBI émettra lors de la prochaine AG annuelle des actionnaires de Pfizer une résolution (comme le lui permet la fameuse "gouvernance d'entreprise"), en vue de demander à l'entreprise d'une part de reconsidérer sa politique de fixation des prix aux USA, d'autre part de cesser ses représailles envers les pharmacies canadiennes qui fournissent les Américains ! Les deux principaux fonds de pension du Vermont, le Vermont State Teachers' Retirement System Board et le Vermont State Employees' Retirement System, ont joint leurs voix à la résolution du Minnesota SBI. Voilà donc des actionnaires demandant à leur Compagnie d'avoir une politique qui réduise ses bénéfices, donc la valeur de leurs actions !!! Et les zâgés tazuniens sont pris entre le marteau de la performance de leurs fonds de pension et l'enclume du prix de leurs médicaments !!! Ça paraîtrait plus simple que l'Etat intervienne d'emblée sur les prix...mais, ça, ce serait du "communisme".

Elie Arié est secrétaire national à la Santé du MRC

❖ LES HUMEURS DE JMH

Par Jean-Michel Hureau

Contagion

Ça devient contagieux, c'est la course au Sénat. Pasqua s'y remet aussi ! Il faut dire que pour lui, ça commence à urger parce que, comme le Juge Courroye ne le quitte pas d'une semelle et qu'il n'a plus d'immunité parlementaire, il a bien besoin de se faire une place au soleil pour ne pas se retrouver à l'ombre. Mais qu'a donc cette justice qui le persécute, lui et son entourage ? Jean-Charles Marchiani, ex-préfet du Var, Pierre Monzani, directeur de l'université privée de Nanterre et secrétaire général du RPF, Noulis Pavlopoulos, doyen de la-dite université. Et tout ça pour 13 millions d'euros par ci ou 3 millions par là ? C'est de la foutaise, comme le dit si bien Charles.

Politique - fiction?

Sarko Le Spécialiste n'a qu'à bien se tenir ! Il a un dangereux concurrent dans le domaine médiatique. On ne parle plus que de lui. Tout le monde y va de son commentaire. Faut dire qu'il est malin Le P'tit Fab. Entre le oui et le non, il a trouvé sa voie : oui mais, sinon non. Ça c'est une position tranchée ! Et puis, il n'a pas peur ! T'as vu, il met même en garde Le Grand Jacquot qui depuis, n'en dort plus, c'est sûr ! Il veut du-so-cial, nom de nom ! On a toujours été habitués à le situer comme un homme de gauche, la vraie, le défenseur de la veuve et de l'orphelin ! Oui, bien sûr ! Ceci dit, il pourrait bien faire exploser le PS, le petit bonhomme. DSK rugit. Kouchner appelle Jospin à l'aide. Lang, oh Lang...Enfin, il leur a mis un sacré bazar. Le Grand Jacquot se frotte les mains. Il élimine de la course à la présidentielle le parti qui reste aujourd'hui son principal danger. Il peut même se permettre d'en découdre au premier tour avec Sarko, s'il le faut. Il se prend un deuxième tour avec Le Pen et il est encore élu à l'africaine avec 80 % des voix en valeureux défenseur de la République. C'est pas du Machiavel ça, Camarade ?

❖ BIEN CHER MEDEF

Par Jacques-Robert Simon

Nous supportons les patrons car ils nous disent qu'ils nous fournissent du travail . Je ne

conteste pas, bien que nous aussi nous leur fournissions du travail avec, de plus, un certain nombre d'avantages financiers (entre autres) que nous n'avons pas. Mais maintenant que nos chers patrons préfèrent trouver des travailleurs ailleurs à quoi nous servent-ils encore ?

Je propose donc que l'on se passe de nos dirigeants et que nous allions vers un système réellement démocratique dans lequel les gens décident eux même ce qu'il est bon de faire et à leur profit. J'admets que certaines propositions qui choquent la gauche institutionnalisée seront reprises de nos dirigeants actuels mais la différence c'est que nous ferons concorder nos dires et nos actes avec la morale.

Le *travail* est une valeur fondamentale : une Société qui cesse d'innover par le labeur et l'ingéniosité de ses membres est vouée à sa perte. Nous y sommes ! Nous devons nous organiser pour donner un essor nouveau aux mutuelles, coopératives, syndicats de travailleurs...non pas par une directive gouvernementale mais par un choix sélectif des achats. Achetons citoyen et faisons en sorte de mettre en faillite les entreprises prédatrices. Elles sont nombreuses. Nous aussi on va privatiser mais dans un cadre sociologique qui nous convient : travailler d'accord mais pour les travailleurs pas pour des actionnaires incapables d'action. Il est entendu que la limitation législative du temps de travail sans tenir compte de la pénibilité de celui-ci est une parfaite aberration : on proposera une modulation sélective de celui-ci qui tiendra compte de l'activité, de l'âge de la personne, de son état de santé... Le tout étant évidemment décidé par les intéressés.

Le *service national* est une nécessité essentielle : il est préférable d'éviter l'émergence de troupes sponsorisées par des groupes de pression . Il faut donc demander le rétablissement d'un service citoyen, militaire ou non selon sa sensibilité.

La *responsabilité* individuelle est parfaitement compatible avec une structure collective de gestion. Il est certain que des décisions doivent être prises par une personne identifiable et non pas par un quelconque comité. Cependant celui-ci doit pouvoir vérifier la pertinence du choix. Les dirigeants doivent donc être élus par tous pour une courte période de temps (sans

déclaration de candidatures) et pour un mandat non renouvelable.

Voilà quelques exemples. Nous ne refusons pas les efforts nous congédions ceux qui profitent de ceux-ci sans « valeur ajoutée ». Nous pouvons également nous passer des « subventionneurs » à la recherche de postes : le Peuple n'est pour eux que le moyen de les obtenir. Avant toute chose, et pour que notre démarche soit claire, il faut préconiser l'introduction dans toute constitution du droit au Travail et du droit au Logement. Ceci fait on pourra supprimer le RMI.

❖ NOUVELLES DE LA GAUCHE CONGEELE

Par João Silveirinho

Nouvelles des orgas

Houla, ça swingue au PS comme au bon vieux temps. La direction pensait refaire le coup du congrès de Dijon, avec son opposition certes remuante mais d'autant plus sympathique que minoritaire, et imposer tranquilos le oui au traité constitutionnel. Mais l'un des éléphants a barri et on sort aussitôt les balles dum dum (voir plus loin).

Chez les Verts, le maire de Bègles, spécialiste du mariage tous terrains a convolé pour la nième fois avec Dominique Voynet, histoire de tordre le cou à leurs « gauchistes », tentés par le non au traité, tiens donc.

Pas de ça au PC, où les troupes semblent homogènes pour voter non, à quelques individus près, derrière Marie-George, qui se permet même, requinquée par cette unité, de demander, fermement, au PS d'arrêter les chamailleries. C'est vrai, ça, un peu de dignité, que diable.

Des remous aussi à la LCR, qui avance son congrès. Le divorce avec LO en taraude certains. Appelez Mamère, camarades, pour rabibochoer tout ça.

Chevènement sort la tête de la couette à l'occasion de la sortie de son bouquin. Bien, le bouquin. Le maire de Belfort s'est vu un instant en fédérateur du non. Pas de ça, lisette, n'a même pas eu besoin de dire Marie-Georges. Et Fabius qui arrive là-dessus. Du coup, il se dit que le MRC ferait ses comités pour le non tout

seul dans son coin. Des foules monstres en perspective.

Enfin, la CNGR (pas fameux, le sigle), fait un carrefour citoyen à Vaux le Pénil (77) le 9 octobre, avec plusieurs représentants de divers « non » de gauche : Francis Wurtz (PC) et Marie-Noëlle Lienemann (PS), députés européens, ainsi que des émissaires d'Aujourd'hui la République, le club d'Emile Zuccarelli, de PRS, l'assoce de Jean-Luc Mélenchon, d'autres groupes et notre directeur de publication. Donc, allez-y.

Le cas Fabius et le renoncement de Rocard

Laurent Fabius n'a jamais été notre tasse de thé. On se souvient, l'an dernier, de ses mémorables mésaventures sur fond de carottes râpées et de moto louée. On se souvient aussi de son constant social-libéralisme. Et voilà qu'il enfourche le cheval du non au traité constitutionnel. Seuls les imbéciles... dit la sagesse populaire. On est donc contents que Laurent choisisse une voie de gauche. Par opportunisme, disent tout de suite ses concurrents « présidentiables », socialistes ou non. Peut-être, mais ce n'est pas notre problème. Tant que Laurent tient un discours conséquent, ce qui est pour l'instant le cas, sur l'Europe, nous lui disons bienvenue au club.

Fabius expérimente une sorte de lynchage médiatique soft, où ses petits camarades de parti ne sont pas les derniers à sortir les coups bas. C'est le cinéaste hollandais Paul Verhoeven qui a dit « les libéraux de gauche sont plus fascistes que les fascistes, il sont tellement sûrs d'avoir toujours raison ; sa comparaison avec le fascisme est évidemment hors de propos, mais quant à la certitude d'avoir toujours raison, nos libéraux de gauche oui-ards en remettent plusieurs couches. Et que dire des « consciences médiatiques » de la presse soft de gauche, Nouvel Obs, Monde, Libé. Jacques Julliard en fait la quintessence, dans un article venimeux, sans arguments autre que « le oui est inéluctable ». On connaît la chanson. Le Monde a ouvert à deux battants ses colonnes à Michel Rocard, qui claironne qu'il « respecte les souverainistes mais pas ceux qui votent non en se disant pro-européens ». Pauvre Rocard : le problème n'est pas d'être pro ou anti européen, l'Europe est un fait, on y est né et on y vit, mais de savoir quel genre d'Europe on veut. Dans

son article du Monde, Rocard produit des analyses pertinentes de l'évolution du capitalisme. Il n'en tire qu'une conséquence : l'impuissance face à cette évolution : « on n'y peut rien », « on n'y peut pas grand-chose », tels sont les leit-motiv du texte de Rocard (qui produit en même temps une analyse pertinente du capitalisme !). Alternative impossible. On ne peut qu'accompagner. Fabius, au moins dans le discours, ouvre une porte, une brèche dans le social-libéralisme dont il était jusque là l'un des parangons. Sans grosse difficulté d'ailleurs, car bien d'autres, dont nous, modestement, avaient depuis un bon bout de temps déverrouillé la serrure. Fabius n'invente rien, mais va dans le bon sens. Ne boudons donc pas notre satisfaction.

« Et Jospin, alors, Silveirinho, tu parles pas de Jospin ? ». Faut-il vraiment parler de Jospin ? Boff, juste pour une chose, Jospin trouve qu'une ratification de la constitution par le parlement eût été préférable. Près du peuple, Jospin.

❖ NOUVELLES DE LA GAUCHE !

Rencontre avec PRS

Une première réunion de contact avec PRS : les amis francilien de **La Gauche !**, avec des représentants du Comité Valmy, de l'U2R et d'autres collectifs ont rencontré des représentants de PRS (Pour une République Sociale), association initiée par Jean-Luc Mélenchon . François Delapierre, secrétaire général national et deux responsables parisiens nous ont fait l'amitié de nous présenter PRS. Débat intéressant. Convergences sur beaucoup de points concernant ce que devrait être la république, sur le refus du traité constitutionnel. Divergence, mais ouverte au débat, sur le fédéralisme européen, que prône PRS. Plusieurs animateurs de **La Gauche !** avaient décidé avant l'été de participer à PRS. C'est le cas de Fatiha Mlati, Pierre Henry, Christian Lemasson. Suite à cette réunion, Jean-Luc Gonneau a décidé de s'associer à la démarche, et d'autres amis devraient aussi se joindre à la démarche. Le débouché politique de PRS n'est pas encore clair. L'initiative a en tout cas le mérite de renouer des liens entre ce qu'on appelle souvent la mouvance de la gauche républicaine avec le courant de gauche du PS, liens que

l'isolationnisme du MRC avait fortement contribué à distendre.

Convergences Citoyennes

Jean-Luc Gonneau a participé à la réunion de Convergences Citoyennes, où se retrouvent beaucoup de ceux qui avaient accompagné en Ile de France les listes du PC aux régionales et aux européennes. Il y a exposé les raisons de faire campagne pour le non au référendum sur le traité constitutionnel. Il apparaît en tout cas que les partisans du non sont quasi hégémoniques dans cette mouvance, qui partage fortement les analyses de la Fondation Copernic et d'ATTAC sur cette question.

Campagnes unitaires à venir ?

Nous commençons à prendre des contacts locaux pour mettre en place une campagne de terrain pour le non. Cas concret : dans le 17^e arrondissement de Paris, notre proposition d'actions communes est, pour le moment, plutôt bien accueillie par nos petits camarades du PC, de Nouveau Monde (PS) et d'Alternatives Citoyennes. La LCR pourrait s'y joindre. Le MRC local voudrait bien, mais attend les consignes nationales. On vous tiendra au courant. Mais rien ne vous empêche d'en faire autant là où vous êtes.

CNGR

Rappelons que nous détenons deux postes (Fatiha Mlati et Jean-Luc Gonneau) dans la (vaste) coprésidence de la CNGR. On l'a indiqué plus haut, nous participons au Forum Citoyen de Vaux le Pénil (77) le 9 octobre. Alors, tous à Vaux le Pénil ! Pour tous renseignements, contacter J.L. Gonneau

❖ NOTE DE LECTURE : « USA, ECHEC ET MAT ? », DU GAL HENRI PARIS

Par Rémi Aufrère

Afin de contrer une inévitable prolifération nucléaire, les Américains mettent en place un bouclier antimissile à vocation stratégique, défendant l'invulnérabilité de leur territoire, et tactique, couvrant le déploiement de leur force en opération extérieure. Il y a lieu de reconnaître la prouesse technologique et la

réussite du projet qui, néanmoins, relance la course aux armements, y compris nucléaires.

Le reste de la stratégie américaine aboutit à un fiasco. Le choc émotionnel des attentats du 11 septembre 2001 provoque un redoublement de la croisade anti-terroriste islamiste, ce qui s'ajoute à la lutte contre la prolifération nucléaire et au concept d'un remodelage du Proche et du Moyen-Orient afin d'établir une mainmise sur la ressource pétrolière. Fait rage une guerre de l'information où les Américains sont en faiblesse. Les guerres d'Afghanistan et d'Irak sont passées dans une deuxième phase, celle de la guérilla et du terrorisme visant la déstabilisation des gouvernements mis en place sous l'égide américaine. En Irak, devant l'intensité des pertes et la proximité des élections présidentielles, la Maison Blanche s'est résolue à inverser le calendrier: l'installation d'un gouvernement réputé non intérimaire précède, au 30 juin 2004, des élections repoussées à une date indéterminée et non l'inverse. L'opération doit permettre une évacuation au moins partielle des troupes américaines engagées dont le moral se dégrade. C'est la proclamation d'un échec qui ne peut que s'accroître et aboutir à l'instauration d'une république islamique, voire d'une guerre civile. Un tel échec est le premier domino qui tombe et entraîne les autres dans une cascade irréversible. Le second domino à tomber sera l'Arabie Saoudite, dont le régime est fragile et est en proie à une contradiction majeure représentée par l'alliance américaine, la montée d'une crise sociale et d'un islam intégriste.

Enfin, les Etats-Unis sont en proie à une crise sociétale qu'un conflit extérieur de moyenne intensité était susceptible de juguler. Un effort de défense conséquent, avec encore un conflit extérieur de moyenne intensité, est de nature à relancer l'économie et à soutenir une monnaie défaillante pour qu'elle reste la référence internationale. Mais il est nécessaire d'obtenir une victoire militaire sans conteste et non la plongée dans un borborygme !

Le monde occidental ne peut que souffrir de ce fiasco américain et doit en tirer les conséquences.

USA, échec et mat ? par le Général(cr) Henri PARIS, Président de la F.O.R.R. - 460 pages, Editions Jacques-Marie Laffont. 22 euros

❖ **NOTE DE LECTURE : « LE MAL ARABE. ENTRE DICTATURES ET INTEGRISMES : LA DEMOCRATIE INTERDIT », DE MONCEF MARZOUKI**

Par Emmanuel Dupuy

Au débat traditionnel sur le choc des civilisations, Moncef Marzouki, défenseur acharné des droits de l'homme en Tunisie, préfère l'urgente nécessité d'engager ce débat au sein même des civilisations en question. Puisque la démocratie ne s'exporte pas *ad hoc*, Moncef Marzouki, dresse une salutaire mise en garde contre les risques de déstabilisation encourue par les démocraties occidentales, que ne manquerait pas d'accompagner l'avortement de la démocratie sur les rives sud de la Méditerranée.

Se faisant depuis de longues années l'infatigable *missi dominici* de la nécessaire démocratisation du monde arabe, l'auteur évoque en toute connaissance de cause, à l'aune de l'exemple tunisien, le mal qui ronge la plupart des sociétés arabes contemporaines, prises en tenaille entre un islamisme combatif et l'ancrage quelque peu anachronique de la dictature.

A la languissante question de savoir pourquoi l'arbitraire, la répression, le refus de l'alternance, la prédation et la corruption triomphent, dans ce que l'auteur qualifie de « Sud-Occident », alors que la vague démocratique a emporté les derniers vestiges de l'ordre international bipolaire, l'ancien président de la Ligue des droits de l'homme tunisienne, offre des explications des plus convaincantes et ouvrent des pistes pour que la démocratie ne s'échoue pas sur les rives sud de la Méditerranée.

Cela commence par l'appréhension du phénomène de la *démocratie confisquée* dans la globalité du monde arabe (Soudan, Egypte, Yémen, Algérie...). Ensuite, il convient d'avoir pleinement conscience qu'un certain angélisme occidental, repoussant au *Limes*, les causes du mal, accélère la dissolution de l'idéal démocratique dans les sociétés arabes, où prospèrent la notion « d'Etat-famille », aux dépens de l'Etat de droit, entre autres...

D'autant, que le Maghreb et le Mashrek sont des terres fertiles à l'ancrage de la démocratie (classes moyennes instruites, existence de

forces réformistes, accès aux nouvelles technologies, facteur démographique...). Aux yeux de l'auteur, le soutien des acteurs institutionnels et de la société civile est indispensable.

Entre espoir et saine colère, Moncef Marzouki dresse ainsi, à travers 191 pages, la recette pour qu'un avenir commun soit possible entre le Nord et le Sud, gage d'une prospérité partagée pour les peuples de l'Occident méditerranéen, aux dépens de l'islamisme politique et du Pan-arabisme, à reléguer aux oubliettes de l'histoire. Moncef Marzouki, « *Le mal arabe. Entre dictatures et intégrismes : la démocratie interdite* », édition l'Harmattan, Paris, juin 2004, 191 pages, 17 euros

❖ **COURRIEL DES LECTEURS : HOMEOPATHIE (SUITE)**

Par François Lucas

Elie Arié, dans notre précédent numéro, a taillé un costard à l'homéopathie. François Lucas trouve que ladite ne mérite pas tant d'indignité. Dans ce débat, nous confessons pencher plutôt pour la position d'Elie. Mais les arguments de François méritaient d'être exposés. Et puis Elie pourra répondre s'il s'en ressent (ndlr)

J'espère qu'il fallait prendre l'article du « Secrétaire national à la santé du MRC » au second degré, parce qu'autrement il est assez drôle. Si l'homéopathie est un placebo et que certains (pas seulement des parisiens, mais aussi des chevaux, des chiens et des chats...) s'en trouvent bien, c'est parfait. Pourquoi à tout prix vouloir intoxiquer nos contemporains avec des médicaments souvent inutiles, s'ils peuvent être soignés, ou s'ils ont le même résultat avec un « placebo » ? Cet article allait dans le sens de la campagne de presse effrénée des « sommités » médicales, vous savez, ceux qui n'ont que des certitudes.... Sur les traitements hormonaux, certains médicaments anti-cholestérol par exemple.... Ceux qui par ailleurs prescrivent à tout va les antibiotiques, ce qui à terme les rend inefficaces, prescrivent des médicaments dont on nous explique actuellement qu'ils sont inefficaces voire dangereux (on les « dé-rembourse ! ! ! ») comme si le bon citoyen se faisait lui-même son ordonnance. On oublie aussi de dire que la formation continue des médecins est essentiellement faite par les visiteurs (visiteuses) médicaux choisi(s) ou (ies) plus

pour leur plastique que pour leur compétence médicale. Les laboratoires ne gagnent plus leur vie ? Je pense qu'on devrait organiser une collecte de fond.... les médecins n'ont plus d'offres de séjours exotiques ? je pense qu'ont est très nombreux à être vraiment attristés... il y a aussi des médecins homéopathes, qui doivent se trouver dans la situation de Galilée ... « et pourtant elle tourne.... ».

❖ COURRIEL DES LECTEURS : A

PROPOS DE LA DECENTRALISATION

Par Guy Ratane-Dufour, Secrétaire général du Mouvement de la Gauche Ecologiste Réunionnaise (MGER)

Au plus fort de la campagne électorale pour les régionales le MGER avait lancé une mise en garde sur les lois de décentralisation. Maintenant l'heure des comptes a sonné, pendant cette période nous nous sommes insurgés sur le fait que le gouvernement attende le résultat des élections pour voter les lois organiques s'y afférant.

Nous avons employé cette parabole « Le gouvernement Raffarin avec cette nouvelle loi nous propose un appartement vide et compte le meubler selon les résultats électoraux ». Voilà, c'est arrivé ! Au MGER nous n'aimons pas avoir raison lorsque se dessinent de noirs desseins, aurions nous eu « la bouche cabris » ? Nul n'a besoin d'être devin lorsqu'il s'agit du gouvernement Raffarin, il gouverne la France tel un bateau ivre, nous jetant ainsi sur des récifs, nul ne sait qu'elles en seront les conséquences ! Notre position n'a pas changé sur la décentralisation, nous sommes toujours des adeptes de celle-ci, mais pour reprendre le vieux proverbe réunionnais nous disons « ne faisons pas la boue avant la pluie ».

Avant de mettre en place toute une kyrielle de mesures, il aurait été nécessaire de faire l'inventaire de tout ce que les gouvernements successifs n'ont pas réalisé en matière de rattrapage. Que ce soit en postes ou en équipements, la Réunion est largement à la traîne.

Quant à la décentralisation elle-même, le MGER s'est exprimé nombre de fois pour dire qu'elle à ses limites si l'ont veut conserver un état républicain. La République n'est pas une de ces choses que l'on brade au gré de désirs ultra libéraux. Soyons prudents si nous ne voulons

pas voir apparaître une France à deux vitesses. Nous sommes attachés au côté égalitaire de la république, il est indispensable que cela perdure, les régions les plus riches doivent aider les régions les moins développées, et lorsque le rattrapage sera effectué, nous pourrons enfin parler d'une décentralisation équitable.

Attention ! La décentralisation n'a de sens que si les pouvoirs régaliens de l'état sont préservés, on ne peut confier aux régions des pans entiers de notre administration, sous prétexte de diminuer le déficit chronique de notre pays, en le reportant sur les conseils régionaux et généraux. Il semblerait que le pouvoir Chiraquien tente de mettre dans mains de multinationales ultra-libérales, l'énergie, la santé et l'éducation. Plus qu'une faute ceci est un crime de lèse République. La société française a bâti un modèle de république laïque unique et il serait dangereux pour les communautés qui la composent de ne pas préserver les outils qui en sont garants, telle que l'éducation nationale dans son ensemble et tout le personnel qui la compose. Il en va de même pour l'énergie, EDF est le symbole fort de notre égalité devant l'accès au progrès, synonyme de développement.

Quant à la santé il n'y a qu'à se retourner vers les autres pays pour comprendre que cet acquis issu du premier gouvernement d'après guerre, avec la mise en place d'une sécurité sociale gérée de façon paritaire, a parfaitement fonctionné jusqu'à l'arrivée d'une société ultra-libérale génératrice de chômage. Cette décentralisation là, nous n'en voulons pas au MGER, elle est dangereuse pour le développement de notre département, elle est économiquement inégalitaire, elle est écologiquement dangereuse. Veut on voir l'espace littoral géré par chacune des régions concernées ? Ce serait au gré des majorités locales, jeter en pâture nos côtes aux bétonneurs. Par ailleurs qu'en serai il de la gestion des parcs nationaux ?

La majorité des conseils régionaux et généraux a rejeté cette décentralisation là, les élus savent trop bien qu'ils ne possèdent pas les moyens de la mettre en place. Ce gouvernement emploie des moyens pervers pour faire payer aux forces de progrès leurs victoires aux dernières élections En reportant l'impôt national sur l'impôt local, il met en places des arguments

électorales, il va reporter sur les collectivités locales le résultat de la mauvaise gestion de l'état. Cette décentralisation va accentuer l'impôt local et ainsi permettre au gouvernement de rentrer dans les clous, face aux desideratas de Bruxelles. Le MGER s'insurge contre cette loi scélérate rejetée unanimement par la majorité en place dans les conseils généraux et régionaux.

Notre cher président Jacques Chirac avait promis une baisse de trente pour cent de l'impôt sur les revenus, ce champion du monde des promesses non tenues pense t'il y arriver en déshabillant la république ? Au MGER nous en doutons fort. En trois ans, ce gouvernement a réussi le tour de force de mettre la France à genoux, il a dépouillé et humilié les plus pauvres en supprimant les acquis sociaux obtenus de hautes luttes. En spoliant les petits, en distribuant des gratifications au MEDEF, donneur d'ordre du pouvoir en place, la France obtient la médaille d'or pour son déficit abyssal et son taux de chômage dramatique. Triste record ! Le MGER se portera comme un seul homme aux cotés de tous ceux qui défendront le service public et tous les emplois qui y sont attachés.

❖ PETITES ANNONCES CLASSEES

Réchauffer la Banquise recrute toujours des journalistes intervieweurs/euses, grand(e)s et petit(e)s reporters, designers, dessinateurs... Pas trop sérieux ne pas s'abstenir. Aucune rémunération n'est envisagée à première vue, ni à deuxième. A perte de vue, on verra.

*Si vous ne souhaitez plus recevoir **Réchauffer la Banquise**, ce qui serait dommage, un p'tit courriel ou courrier, et hop, sitôt dit sitôt fait.*

❖ SI RECHAUFFER LA BANQUISE VOUS INTERESSE...

Il y a plusieurs façons de contribuer à faire vivre ce bulletin, le futur site internet et nos idées. Si l'envie vous en prend, merci de nous renvoyer cette feuille à l'adresse indiquée dans l'ours, ou de nous écrire un p'tit courriel

Je souhaite continuer à recevoir **Réchauffer la Banquise**

Je souhaite aider à diffuser **Réchauffer la banquise**

J'adhère à l'association **CACTUS**, éditrice de réchauffer la banquise et du site www.cactus-republicain.org et vous joins un chèque de 15 euros à l'ordre de CACTUS REPUBLICAIN

Je suis disposé(e) à collaborer à **Réchauffer la banquise**

Je souhaite recevoir les numéros précédents

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville : CP :

Téléphone :

Courriel :

Réchauffer la banquise

Publication : Jean-Luc Gonneau **Rédaction** : Joao Silveirinho **Éditorialiste** : Sylvain Ethiré **Conception** : Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, Jean-Michel Hureau **Grande Reportère** : Florence Bray. **Dessins** : Michel Hulin.

Adresse et abonnement : Le Cactus Republicain - J.L. Gonneau - 3, avenue Vélasquez 75008 Paris

Courriel : jean-luc.gonneau@wanadoo.fr

Internet : <http://www.cactus-republicain.org>

Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.

Elles/ils écrivent pour La Banquise : Anne Alize, Elie Arié, Rémi Aufrère, Clémentine Autain, Gilles Bachelier, André Bellon, Géraldine Biaux, Jean-Philippe Brunet, Michel Cabirol, Philippe Callois, François de la Chevalerie, Olivier Clerc, Daniel Cojean, François Colas, Fabienne Courvoisier, Jacques Decaux, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Jean-Michel Dodd, Emmanuel Dupuy, Jean-Claude Fiemeyer, Gabriel Galice, Séverine Gille, Vincent Guillot, Eric Halphen, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Dominique Lacout, Nathalie Laillet, Alain Le Dosseur, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, Loulou, Georges Michel, Fatiha Mlati, Eric Mouron, Michel Naudy, Vincent Ortega, Jean-René Peltier, Michel Pillier, Michel Portal, Guy Ratane-Dufour, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues da Silva, Jacques-Robert Simon, Patrick Trannoy, Louie Wyler, Olivia Zemor...

Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise : Géraldine Biaux, Claude Boucher, Camille Cabral, Jean-Claude Fiemeyer, Jean-Luc Gonneau, Eric Halphen, Pierre Henry, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Fatiha Mlati, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Temir Porrás, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias...

Attention ! notre site

<http://www.cactus-republicain.org>

**est en travaux. Un nouveau site tout neuf
tout beau courant octobre !**